



Lundi 10 janvier 2022

Face à une crise sanitaire de grande ampleur et à l'impréparation du ministère pour y faire face, il est temps de réagir !

La rentrée du lundi 3 janvier 2022 a été une rentrée sous haute tension pour les personnels d'éducation.

L'accélération épidémique liée au variant Omicron, extrêmement contagieux, engendre depuis le début de la semaine dernière des situations ingérables, tant pour les établissements et leurs personnels, que pour les familles et les jeunes qui y sont scolarisés.

Le nombre de contaminations a en effet atteint des records. Près de 47 453 cas positifs concernant les élèves ont été comptabilisés en une semaine. 9 202 classes et 28 structures scolaires (20 écoles, 6 collèges et 2 lycées) sont actuellement fermées. Les personnels ne sont pas épargnés, puisque 5 631 cas sont déclarés au 6 janvier 2022¹.

Face à l'ampleur de ce pic, nous nous demandons si le ministère a vraiment pris la mesure de la situation préoccupante qui allait être celle de l'École en ce retour des vacances de Noël. Malgré les différentes alertes émanant de professionnels de santé, demandant le report de la rentrée et l'élaboration d'un protocole sanitaire en collaboration avec eux, le gouvernement a fait la sourde oreille et a prôné la reprise coûte que coûte en pleine vague pandémique !

Pour maintenir un semblant de dialogue social, le ministère a bien consenti à nous recevoir dans l'urgence mais il n'a pas répondu à nos demandes ni à nos inquiétudes.

Même si nous avons tous conscience de l'importance du rôle de l'École dans la formation et l'épanouissement de nos élèves, le maintien de ces derniers en classe ne doit pas se faire à n'importe quel prix !

Depuis une semaine, nous assistons à des prises de décisions qui relèvent de l'impréparation et qui mettent en danger la santé de chacun dans le mépris le plus total de nos conditions de travail. Le protocole sanitaire est en effet ingérable pour les familles comme pour les personnels d'éducation et n'est pas suffisant pour garantir la protection de la santé de chacun.

De plus, les personnels d'éducation doivent gérer les absences des élèves, les attentes angoissées des familles, le distanciel en même temps que le présentiel, le changement de protocole au fil des jours, et cela en plus des charges de travail exigées de chacun et le maintien de certaines réunions, qui en ces temps de pandémie, ne se justifient pas.

Cette situation génère un épuisement conséquent : ce n'est plus tenable !

¹ Source : <https://www.education.gouv.fr/le-point-de-situation-covid-19-326848>

Face à cette situation, le Spelc appelle les personnels à se mobiliser et à participer à la grève du 13 janvier 2022 afin d'exiger du ministère :

- la fermeture de classe dès le premier cas avéré et le passage au distanciel ;
- un allègement des conditions pédagogiques d'exercice (suppression des réunions inutiles, programmes et examens allégés afin de garantir l'égalité entre chaque élève) ;
- un accès facilité aux autotests pour les élèves comme pour les personnels ;
- une dotation plus conséquente en masques plus protecteurs (chirurgicaux ou FFP2).

**L'École n'a pas pour vocation d'être la « garderie nationale »,
nous soutenons donc cette mobilisation.**